

COMPTE RENDU EN BREF

**CONSEIL MUNICIPAL
JEUDI 30 JANVIER 2020 A 20h30**

Début de la séance à 20h30

1/ APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU 11 DECEMBRE 2019

Validé à l'unanimité des membres présents à la réunion du 11 décembre 2019, sans modifications ni commentaires.

2/ MODIFICATION DES STATUTS DE LA 3CM AU TITRE DE SA COMPÉTENCE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET CONSTRUCTION, AMÉNAGEMENT ET ENTRETIEN DE LA VOIRIE

Monsieur le Maire expose que le conseil communautaire de la 3CM, a approuvé, en date du 5 septembre 2019, le nouveau réseau de sentiers de randonnée du territoire, faisant suite à un travail conduit avec les communes. A noter que ce réseau est en cours d'inscription au Plan Départemental des Itinéraires de Promenades et de Randonnées (PDIPR).

Parallèlement à la définition de ce réseau, la 3CM a effectué avec les communes, un travail global de remise à niveau quant aux domaines d'intervention des communes et de la 3CM.

Le 5 juin 2019, le Conseil des Maires s'est positionné pour une définition « à la carte », en fonction du choix de chaque commune. Il a par ailleurs été convenu que la 3CM interviendrait uniquement sur les sentiers inscrits au PDIPR.

La répartition des compétences, validée par chaque commune, est la suivante :

ACTIONS	Pour : Balan / Dagneux / La Boisse / Pizay	Pour : Béligneux / Bressolles / Montluel / Niévroz / Sainte-Croix
Promotion & communication	3CM	3CM
Diagnostic annuel de l'état des sentiers	3CM	3CM
Signalisation et jalonnement	3CM	3CM
Entretien - Travaux	3CM	Communes
Conventionnement avec les propriétaires	3CM	Communes

Par délibération n°2019/11/144 en date du 14 novembre 2019, le conseil communautaire de la 3CM a approuvé la mise à jour des statuts de ses statuts tel que précisée dans le projet annexé à la présente délibération soit :

Article 4 Compétences obligatoires / Article 4.2 - Développement Economique / Volet « Promotion du tourisme, dont la création d'office de tourisme »

Adjonction des items suivants :

- *Promotion, signalétique et jalonnement des sentiers de randonnée inscrits au Plan Départemental des Itinéraires de Promenades et de Randonnées (PDIPR) ;*
- *Entretien, aménagement, et gestion des sentiers de randonnée d'intérêt communautaire.*

Les sentiers de randonnée traversant les communes de Balan, Dagneux, La Boisse et Pizay inscrits au PDIPR, seront déclarés d'intérêt communautaire, et annexés aux statuts de la 3CM de la manière suivante :

ANNEXE III - Sentiers de randonnée d'intérêt communautaire :

- *Entre Rhône & Lones (uniquement le tracé localisé sur Balan)*
- *Le plateau de la Boisse (uniquement le tracé localisé sur La Boisse)*
- *Le circuit de la Côtère (uniquement le tracé localisé sur Pizay et Dagneux).*
- *Le lac de Neyton et le Merdanson (uniquement le tracé localisé sur Dagneux).*

Enfin, il a également été décidé de supprimer la partie ci-après, qui est redondante avec l'article 4 des compétences obligatoires de la 3CM à savoir :

Article 6 Compétences facultatives / Article 6-11 : Mise en œuvre du schéma touristique de la communauté de communes.

Par ailleurs, la Communauté de Communes de la Côtère à Montluel (3CM), au titre de sa compétence obligatoire, article 4-2 « Développement économique » aménage et commercialise les Zones d'Activités Economiques du territoire.

Afin d'anticiper ses futures capacités d'accueil, la 3CM a lancé en 2019 des démarches préalables sur trois sites à savoir les extensions de :

- La ZAE commerciale au lieu-dit les Fesses, sur DAGNEUX, d'une superficie de 2 hectares, destinée à accueillir des commerces non concurrentiels des centres-villes, pour des achats dits occasionnels ;
- La ZAE des Cèdres Bleus, sur NIEVROZ, d'une superficie de 6 hectares, dédiée à l'implantation de la caserne du SDIS de Montluel, ainsi que des activités artisanales ;
- La ZAE des 3B sur BALAN, BELIGNEUX & BRESSOLLES, d'une superficie de 20 hectares commercialisables, qui accueillera des activités industrielles, artisanales et tertiaires.

Par délibération n°2019/12/157 en date du 05 décembre 2019, le conseil communautaire de la 3CM a approuvé la mise à jour des statuts de la 3CM tel que précisé dans le projet annexé à la présente délibération soit :

ANNEXE I - LES PARCS D'ACTIVITÉS

Adjonction des items suivants :

- *ZACOM (en projet)*
- *Cèdres Bleus II (en projet)*
- *3B (en projet)*

Par ailleurs, au titre de sa compétence optionnelle, article 5-2 « Construction, aménagement et entretien de la voirie », il est proposé au conseil communautaire d'inclure dans les statuts de la 3CM, les voiries créées au sein des ZAE des Viaducs et des Prés-Seigneurs sises sur la commune de La Boisse.

Les modifications telles que précisées dans le projet annexé sont les suivantes :

ANNEXE II - LES VOIRIES D'INTERÊT COMMUNAUTAIRE

Adjonction des items suivants :

- Rue des Viaducs
- Rue du Pré-Neuf
- Rue Ampère
- Rue du Pré-Mayeux (portion allant de la Rue des Viaducs à la Rue Ampère).
- Ancienne route de Thil

Aussi, à compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant de l'EPCI aux maires de chacune des communes membres, le conseil municipal de chaque commune dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur la modification statutaire envisagée.

A la demande de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- **D'APPROUVER** la mise à jour des statuts de la 3CM, telle que proposée ci-dessus ;
- **DE DECLARER** d'intérêt communautaire :
 - Les ZAE et voiries mentionnées : annexes I et II des statuts de la 3CM ;
 - Les tracés des sentiers traversant les communes de Balan, La Boisse, Dagneux et Pizay : annexe III des statuts de la 3CM.

3/ REPRISE ANTICIPÉE DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2019 – BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que l'instruction comptable M14 prévoit que les résultats d'un exercice sont affectés après leur constatation, qui a lieu lors du vote du compte administratif. L'article L. 2311-5 du CGCT permet de reporter au budget de manière anticipée les résultats de l'exercice antérieur.

Le tableau des résultats de l'exercice 2019 est le suivant :

Résultat global de la section de fonctionnement 2019	1 500 697,40
Solde d'exécution de la section d'investissement 2019	388 477,24
Solde des restes à réaliser en section d'investissement 2019	- 327 533,34
Besoin de financement de la section d'investissement	0,00
Couverture du besoin de financement 2019 (compte 1068)	0,00
Dotation complémentaire en réserve, section investissement (compte 1068)	300 000,00
Solde du résultat de fonctionnement – report compte R 002	1 200 697,40

L'ensemble de ces montants sera inscrit dans le budget primitif 2020, ainsi que le détail des restes à réaliser et la délibération d'affectation définitive du résultat devra intervenir après le vote du compte administratif.

A la demande de Monsieur le Maire, le Conseil municipal :

- **DECIDE** la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2019 sur l'exercice 2020 telle qu'indiquée ci-dessus.

4/ VOTE DES SUBVENTIONS 2020 – BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE

Monsieur le Maire rappelle la volonté municipale de soutenir les associations locales et propose d'examiner la liste des subventions pouvant être accordées en 2020 :

Secteur	Nom de l'association	Proposition 2020 en €
Culture - Animation	Montluel en Fête - <i>sous réserve de convention d'objectifs</i>	16 000,00
Culture - Cinéma	Association cinéma des Augustins	500,00
Culture - Généraliste	Office Municipal de la Culture de Montluel	20 000,00
Culture - Musique	Ecole Intercommunale de Musique	2 500,00
Culture - Musique	EIME (orchestre d'harmonie)	3 400,00
Culture - Musique	En Pl' Ain Chœur	300,00
Culture - Musique	Les amis de l'orgue	2 600,00
Culture - Musique	Ultrason Org Elec Club (EMA Montluel)	570,00
Culture - Musique	Ultrason Org Elec Club (EMA) - <i>sous réserve convention d'objectifs</i>	2 900,00
Culture - Patrimoine	Comité Histoire et Patrimoine	2 700,00
Culture - Patrimoine	Comité Histoire et Patrimoine - <i>sous réserve convention d'objectifs</i>	4 000,00
Culture - Théâtre	Les grands enfants (Contes en Côtère)	600,00
Divers	AIMPEC	1 850,00
Divers	AIMPEC – <i>sous réserve de convention d'objectifs</i>	3 150,00
Divers	Comité de jumelage	2 142,00
Divers	Les chasseurs réunis	130,00
Divers	Union des Anciens Combattants et victimes de guerre	200,00
Divers	Jeunes sapeurs-pompiers de Montluel	200,00
Divers	Amicale des sapeurs-pompiers de Montluel	200,00
Divers	Association Maintien Agriculture Paysanne	564,00
Enfance-Scolaire	Coopérative scolaire Daudet	4 102,00
Enfance-Scolaire	Coopérative scolaire Jailleux	476,00
Enfance-Scolaire	Coopérative scolaire St-Exupéry	3 570,00
Enfance-Scolaire	Ecole privée Saint-Vincent	42 519,18
Enfance-Scolaire	Sou des écoles de Jailleux	550,00
Enfance-Scolaire	Sou des écoles laïques de Montluel	2 500,00
Personnel	Comité d'œuvre Sociale du personnel communal	7 200,00
Social-Culture	Maison Jeunes et Culture - <i>sous réserve de convention d'objectifs</i>	95 000,00
Solidarité	Amicale des Donneurs de sang	700,00
Solidarité	Association des sauveteurs secouristes	500,00
Solidarité	Club du Bel-Age	3 500,00
Solidarité	Sérénade (maison de retraite)	600,00
Solidarité	France Bénévolat des Pays de l'Ain	100,00
Sport	Archers du canton de Montluel	200,00
Sport	Co Danse Academy	1 000,00
Sport	Football Club Côtère Luenaz	2 000,00
Sport	Club de gymnastique La Sereine	2 000,00
Sport	Racing Club Montluel - <i>sous réserve convention d'objectifs</i>	48 500,00
Sport	Twirl sportif – <i>sous réserve de convention d'objectifs</i>	1 000,00
Sport	Union bouliste	1 500,00
Somme à valoir	Provision subventions exceptionnelles	28 976,82
TOTAL		311 000,00

A la demande de Monsieur le Maire, le Conseil municipal décide à l'unanimité :

- DE VALIDER, pour 2020, les propositions de subventions aux associations ci-dessus détaillées ;
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à verser les sommes allouées à chaque association précisée ci-dessus.

Certains dossiers sont arrivés très tardivement. Ils feront l'objet d'une présentation au prochain conseil municipal avec le vote d'une décision modificative n°1.

5/ VOTE DES TAUX D'IMPOSITION 2020 – BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE

Les collectivités locales fixent librement les taux d'imposition des trois impôts locaux. Toutefois, cette liberté s'exerce dans le respect des règles d'encadrement des taux d'imposition. Le produit de la fiscalité directe locale a ainsi été fixé à 2 050 000 € dans le budget primitif de l'exercice 2020.

Ce montant permet de maintenir les taux d'imposition inchangés, c'est-à-dire au même niveau que depuis 2014.

A la demande de Monsieur le Maire, le Conseil municipal approuve à l'unanimité :

- LE MAINTIENT pour 2020 des taux d'imposition inchangés, c'est-à-dire au même niveau qu'en 2014 ;
 - Taxe d'habitation : 10,42 % ;
 - Foncier bâti : 12,50 % ;
 - Foncier non bâti : 43,52 %.

6/ TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS AU 1^{ER} JANVIER 2020

Monsieur le Maire rappelle qu'il appartient à l'assemblée délibérante de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaires au fonctionnement des services.

A la demande de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal décide :

- D'APPROUVER le tableau des emplois permanents au 1^{er} janvier 2020, annexé au budget primitif de la commune pour 2020.

7/ ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2020 – BUDGET PRINCIPAL

Madame Irène TOST, adjointe au Maire aux finances, présente et fait lecture des différents articles du budget primitif principal 2020 et demande au conseil municipal d'examiner le projet de budget dont les totaux s'élèvent à :

FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
Total des dépenses : 6 982 859,40 €	Total des dépenses : 3 302 927,84 €
Total des recettes : 6 982 859,40 €	Total des recettes : 3 302 927,84 €

CONSIDERANT la teneur du débat d'orientation budgétaire qui s'est déroulé lors de la séance du conseil municipal du 11 décembre 2019 ;

A la demande de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal à la majorité (Pour : 20 ; Abstentions : 5) :

- ADOPTE le budget primitif principal 2020 comme indiqué ci-dessus.

8/ APPROBATION DE LA RÉVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE

Monsieur le Maire rappelle que le conseil municipal en date du 30 mai 2017 a prescrit la révision du plan local d'urbanisme (PLU) et que conformément à l'article L.153-12 du Code de l'urbanisme, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) a été débattu en Conseil municipal dans sa séance du 7 février 2019.

Le PADD s'articule pour mémoire autour de cinq orientations principales :

- Axe n°1 : un développement raisonné, modéré et diversifié garantissant une gestion économe de l'espace ;
- Axe n°2 : une centralité constituée de 2 pôles : l'affirmation du centre-ancien et le développement de la polarité stratégique du quartier de la gare ;
- Axe n°3 : favoriser le dynamisme local et conforter l'offre commerciale ;
- Axe n°4 : valoriser le cadre de vie et le fonctionnement urbain ;
- Axe n°5 : un développement respectueux de l'environnement et favorisant la prévention des risques.

Par ailleurs, le conseil municipal en date du 22 mai 2019 a tiré le bilan de la concertation et arrêté le projet de révision du PLU, conformément aux articles L.153-14 et R 153-3 du code de l'urbanisme.

Monsieur le Maire précise que le projet a été transmis aux personnes publiques associées et organismes consultés et soumis à enquête publique, qui s'est tenue en mairie du vendredi 8 novembre 2019 au lundi 9 décembre 2019.

Monsieur le Maire explique que le projet de plan local d'urbanisme arrêté soumis à enquête publique a fait l'objet de modifications pour tenir compte des différents avis et des observations du public joints.

Il est précisé que l'ensemble des membres du Conseil municipal ont disposé de l'intégralité des documents et informations dans la convocation et que par conséquent le projet de PLU, tel qu'il est présenté au conseil municipal, est prêt à être approuvé, conformément à l'article L.153-21 du code de l'urbanisme.

Monsieur le Maire précise que la délibération à venir fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois conformément à l'article R.153-21 du code de l'urbanisme. Mention de cet affichage sera, en outre, inséré en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

La délibération à venir sera exécutoire à compter de sa réception en Préfecture et de l'accomplissement des mesures de publicité.

Le dossier de plan local d'urbanisme approuvé sera tenu à la disposition du public à la mairie de Montluel aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi qu'à la Préfecture, conformément aux articles R. 153-20 et suivants du code de l'urbanisme.

A la demande de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal à la majorité (Pour : 19 ; Abstentions : 5) :

- **APPROUVE le PLU ;**
- **AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les actes et à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la délibération à venir.**

9/ ACCORD SUR LA CRÉATION D'UN PÉRIMÈTRE DÉLIMITÉ DES ABORDS

Monsieur le Maire rappelle que les biens suivants sont inscrits au titre des monuments historiques :

- Eglise Notre Dame des Marais (XV, XVIème siècle) inscrite le 11 octobre 1930 ;
- Immeuble 251 Grande rue (XV, XVIème siècle) inscrite le 25 avril 1975 ;
- Hôtel de Condé (XVIIème siècle) inscrit le 29 septembre 1981 ;
- Chapelle Saint Barthélémy (XIIIème siècle) inscrite le 17 février 1982 ;
- Immeuble situé au 277 Grande rue (XVI, XVIIème siècle) inscrite le 5 octobre 1982.

Monsieur le Maire expose que la loi relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine du 7 juillet 2016 (dite « loi LCAP ») a créé une alternative aux actuels rayons de protection de cinq-cents mètres : les Périmètres Délimités des Abords (PDA).

Les PDA ont été insérés dans le code du patrimoine, dans le but d'adapter les servitudes de protection aux enjeux patrimoniaux territorialisés et à la réalité du terrain.

En ce sens, ils participent à une meilleure protection du monument historique concerné et des espaces qui participent de son environnement que les rayons de protection de cinq-cents mètres, souvent sujets à interprétation, notamment du fait du critère de co-visibilité difficile à appréhender.

Ces PDA obéissent à la même logique que les anciens périmètres de protection, en s'affranchissant de la distance de cinq-cents mètres, pour déterminer les secteurs qui contribuent réellement à la mise en valeur du monument historique inscrit ou classé. Par conséquent, les PDA peuvent être plus restreints ou plus larges que les périmètres de cinq-cents mètres pour s'adapter aux enjeux caractéristiques de chaque secteur concerné.

Conformément à la procédure de création des PDA décrite au sein du code du patrimoine, Madame Emilie SCIARDET, Architecte des Bâtiments de France, a proposé à la Commune de réfléchir à la création d'un PDA strictement contenu dans le périmètre du site patrimonial remarquable existant (SPR).

Monsieur le Maire précise que le PDA proposé a fait l'objet d'une enquête publique conjointe à celle de révision du Plan Local d'Urbanisme. Il convient donc que le conseil municipal se prononce sur l'approbation dudit périmètre.

Une fois approuvé en conseil municipal, le PDA sera créé par arrêté préfectoral, puis annexé au plan de servitude du Plan Local d'Urbanisme.

A la demande de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- **APPROUVE le Périmètre Délimité des Abords tel qu'il figure au dossier ;**
- **DIT qu'à la réception de l'arrêté préfectoral portant création du Périmètre Délimité des Abords celui-ci sera annexé au Plan local d'urbanisme en tant que servitude d'utilité publique ;**
- **DIT que la délibération à venir fera l'objet d'un affichage et d'une publication dans un journal du département habilité à publier les annonces légales ;**
- **DIT que la délibération à venir sera transmise au Préfet.**

10/ AJUSTEMENTS DU DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN RENFORCÉ

Monsieur le Maire rappelle que par délibération motivée en date du 13 septembre 2002, le Conseil Municipal avait décidé d'instituer un droit renforcé du droit de préemption urbain sur toutes les zones constructibles du P.O.S., zones UA (a et b), UB, NAUB, UI, NAUI, conformément à l'article R 211.2 du Code de l'urbanisme.

Par délibération du 18 juillet 2013, le Conseil Municipal a décidé d'instituer un droit de préemption urbain renforcé sur toutes les zones constructibles à savoir : zones UA (vb, p et a), UB (a, b et c), UD, UH, UDL, UI et AU.

Dans le cadre de la révision du PLU de la commune des ajustements ont été apportés à la délimitation des zones urbaines et à urbaniser :

- dénomination de certaines zones constructibles modifiées ;
- extension limitée des zones urbaines ;
- suppression de toute zone à urbaniser.

Il convient donc de prendre en compte ces modifications. Le droit de préemption urbain renforcé s'appliquera désormais sur les zones UA (vb, p et a), UB (a et b), UC, UD, UE, UEL et UX, conformément au plan annexé à la délibération et intégré aux pièces annexes du plan local d'urbanisme approuvé le 30 janvier 2019.

A la demande de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- **PREND ACTE de la nécessité d'actualiser le périmètre d'application du droit de préemption urbain renforcé du fait de l'approbation de la révision du PLU et institue, en conséquence, le droit de préemption urbain renforcé sur les zones UA (vb, p et a), UB (a et b), UC, UD, UE, UEL et UX, conformément au plan intégré aux pièces annexes du plan local d'urbanisme présenté ce jour.**

11/ COMMUNICATION DE MONSIEUR LE MAIRE

Objet du marché	Date notification du marché	Nom de l'entreprise attributaire	Montant du marché
Fourniture et pose d'un city stade et d'un street-workout	06.01.2020	TRANSALP SAS	43 070 euros HT
Tonte du terrain de football de la ville et de ses abords	18.12.2019	TECHNIGAZON	12 710 euros HT /an
Contrat d'assurance garantissant le parc automobile et les risques annexes	18.12.2019	SMACL ASSURANCES	8 947,51 euros HT

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22H.

Fait à Montluel, le 05/02/2020

Affiché et publié le 06/02/2020

Le Maire,
Romain DAUBIÉ

